



# CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC  
L.R.Q., chapitre C-23.1

## SOMMAIRE

### *Déclaration des intérêts personnels d'un député 2014*

#### Article 40

<b>A</b>	<b>Membre :</b>	MARIE-CLAUDE NICHOLS
<b>B</b>	<b>Circonscription :</b>	VAUDREUIL
<b>C</b>	Nature et source des revenus et avantages totalisant 10 000 \$ et plus, reçus durant les 12 mois précédant la déclaration ou au cours des 12 prochains mois pour une prestation déjà effectuée : <i>art. 40, 2<sup>o</sup> al. 1<sup>o</sup></i>	Outre les indemnités et allocations résultant de l'exercice de la charge de membre de l'Assemblée nationale : <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Revenus, jusqu'en mars 2014 :<ul style="list-style-type: none"><li>○ Municipalité de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, mairesse</li><li>○ MRC Vaudreuil-Soulanges, préfet</li><li>○ Commission métropolitaine de Montréal, membre</li></ul></li><li>▪ Revenu à titre d'avocate, à son propre compte</li></ul>
<b>D</b>	Immeuble sur lequel le député détient un intérêt et qui fait l'objet d'un avis d'expropriation : <i>art. 40, 2<sup>o</sup> al. 2<sup>o</sup></i>	Ne s'applique pas.

E	<p>Nature de l'activité professionnelle, commerciale ou industrielle exercée au cours des 12 mois précédant la déclaration, en indiquant pour le compte de qui :</p> <p><i>art. 40, 2<sup>o</sup> al. 3<sup>o</sup></i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Pour la période se terminant en mars 2014 : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, mairesse</li> <li>○ MRC Vaudreuil-Soulanges, préfet</li> <li>○ Commission métropolitaine de Montréal, membre</li> </ul> </li> <li>▪ Pratique du droit, à titre d'avocate, à son propre compte</li> </ul> <p>Les notes biographiques et l'historique des fonctions parlementaires exercées peuvent être consultés au <a href="http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/index.html">www.assnat.qc.ca/fr/deputes/index.html</a> .</p>
F	<p>Objet et nature de l'avantage reçu ou à recevoir au cours des 12 mois précédant la déclaration ou des 12 mois suivants, dans le cadre d'un marché conclu avec le gouvernement, un ministère ou un organisme public :</p> <p><i>art. 40, 2<sup>o</sup> al. 4<sup>o</sup></i></p>	Ne s'applique pas.
G	<p>Renseignements relatifs à tout intérêt faisant l'objet d'une fiducie sans droit de regard ou d'un mandat sans droit de regard :</p> <p><i>art. 40, 2<sup>o</sup> al. 5<sup>o</sup></i></p>	Ne s'applique pas.
H	<p>Nom des entreprises, personnes morales, sociétés, associations, successions et fiducies mentionnées dans la déclaration et l'intérêt en cause :</p> <p><i>art. 40, 2<sup>o</sup> al. 6<sup>o</sup></i></p>	<p>Outre les renseignements auxquels réfèrent les paragraphes C et E :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ressorts Campi, participation dans une entreprise dont les titres ne sont pas transigés à une bourse</li> </ul>
I	<p>Autres renseignements :</p> <p><i>art. 40, 2<sup>o</sup> al. 7<sup>o</sup></i></p>	Aucun autre renseignement.

## COMMISSAIRE À L'ÉTHIQUE ET À LA DÉONTOLOGIE

(s) Jacques Saint-Laurent

DATE : 28 octobre 2014